

SERVICE DES PENSIONS

10, BOULEVARD GASTON-DOUMERGUE

44964 NANTES CEDEX 9

www.pensions.minefi.gouv.fr

Nantes, le 5 Juillet 2005

NOTE
d'information

N°778

pour les Services et Bureaux
chargés des pensions

Objet : Modalités applicables au régime additionnel de la fonction publique

Références : Article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et ses textes d'application (décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et arrêté du 26 novembre 2004).

Le régime additionnel de la fonction publique (RAFP) a été institué par l'article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Les modalités d'application de ce texte ont été précisées par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004.

Le RAFP est géré par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP). Une information sur ce régime peut être consultée aux adresses internet suivantes :

<http://www.rafp.fr/>

<http://www.erafp.com>

En outre, un guide d'application du décret du 18 juin 2004 a été diffusé sous le timbre conjoint de la Direction du Budget et de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Il y a lieu de s'y reporter pour tout ce qui concerne l'assiette, le taux de cotisation, l'acquisition des droits et la liquidation des prestations.

La présente note a pour objet de décrire et préciser les modalités de présentation et de transmission des demandes, s'agissant des fonctionnaires de l'Etat, durant la phase de montée en charge du régime additionnel.

Nota : Dans le cadre de la présente note, le terme « fonctionnaire » doit être entendu au sens large : il recouvre les fonctionnaires civils de l'Etat, les militaires et les magistrats.

§ 1. Le calendrier de mise en œuvre	
§ 2. La demande de liquidation des droits	3
I – Date de la demande et date d’effet souhaitée – rappel des principes	3
A - Demande de droit direct	
B - Demande de droit dérivé	
II - Modalités pratiques de la demande	4
A – Demande de droit direct	
1) Le dispositif cible	
2) Le dispositif transitoire	
<i>a) Demande conjointe à la demande de mise à la retraite</i>	4
<i>b) Demande disjointe de la demande de mise à la retraite</i>	4
B – Demande de droit dérivé	
1) Demande conjointe à la demande de pension d’ayant cause	5
2) Demande disjointe de la demande de pension d’ayant cause	5
III – Absence de pièce justificative particulière	5
IV – Communication des informations relatives au RAFP	5
V - Les demandes d’information d’usagers	6

§ 1. Le calendrier de mise en œuvre

Le régime additionnel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005 ; les cotisations versées depuis cette date sont donc susceptibles de produire effet.

Toutefois, les premiers versements du RAFP n'interviendront que dans le courant du 1^{er} semestre de l'année 2006, une fois que les cotisations versées au régime durant l'année 2005 auront été individualisées par l'ERAFP au vu des déclarations nominatives souscrites par les employeurs (en fait, les comptables assignataires de la paye). En outre, durant les premières années de montée en charge du régime additionnel, les versements s'effectueront sous la forme d'un capital, en application de l'article 9 du décret du 18 juin susvisé.

Les premiers versements dus aux ayants cause suivront les mêmes principes ; ils ne pourront intervenir qu'une fois que les cotisations versées par l'auteur du droit auront été portées au compte de ce dernier.

Le cas échéant, le montant des prestations sera abondé après le dernier report au compte suivant la radiation des cadres ou le décès en activité.

§ 2. La demande de liquidation des droits

L'article 7 du décret du 18 juin 2004 susvisé subordonne la liquidation des droits dans le régime additionnel à une demande expresse de la part du bénéficiaire. Cette formalité substantielle concerne aussi bien le fonctionnaire que ses ayants cause.

Cette demande peut être conjointe à la demande de mise à la retraite ou à la demande de liquidation de la pension d'ayant cause ; mais elle peut aussi être formulée séparément, sauf en matière de réversion.

I - Date de la demande et date d'effet souhaitée – rappel des principes

La demande de prestation additionnelle doit être datée et, pour les droits directs, elle doit comporter l'indication de la date d'effet souhaitée.

A - Demande de droit direct

En matière de droits directs, la date d'effet de la liquidation de la prestation additionnelle coïncide au plus tôt avec :

- la date d'effet de la pension de retraite si la mise à la retraite est prononcée pour compter du soixantième anniversaire ou à une date postérieure ;
- le 1^{er} jour du mois suivant le soixantième anniversaire, si la mise à la retraite prend effet avant cette date.

Toutefois, le fonctionnaire a la possibilité de fixer une autre date, plus tardive.

Dans tous les cas, la date d'effet ne peut être antérieure au 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel la demande est formulée.

En cas de demande conjointe, la date de la demande de prestation additionnelle est réputée coïncider avec la date de la demande de mise à la retraite.

B - Demande de droit dérivé

La prestation additionnelle de droit dérivé prend effet en même temps que la pension de réversion ou d'orphelin, c'est à dire le 1^{er} jour du mois suivant la date de décès de l'auteur du droit. Cette date d'effet est intangible.

En cas de demande conjointe, cette date est réputée coïncider avec celle de la demande de pension d'ayant cause.

II – Modalités pratiques de la demande

A – Demande de droit direct

1) Le dispositif cible : à partir du début de l'année 2006

Des procédures ont été définies entre le Service des Pensions et l'établissement gestionnaire du régime additionnel, en vue d'automatiser les fournitures d'informations à ce régime et d'**éviter tout échange sur support papier**.

A cet effet, le fichier d'interface utilisé pour la communication des éléments de liquidation (DEDP informatique) va s'enrichir de deux nouvelles informations : la date de la demande RAFP et la date d'effet souhaitée pour la prestation additionnelle. Dès que cette modification sera opérationnelle dans l'ensemble des administrations, les demandes de mise à la retraite seront formulées à l'aide d'une nouvelle version de l'imprimé EPR 10, qui incorporera un cadre spécifique au régime additionnel. Des précisions sur ce point seront apportées le moment venu.

2) Le dispositif transitoire : 2005-début 2006

Jusqu'à la mise en œuvre du dispositif cible, **il n'y a lieu en aucun cas de faire souscrire une demande spécifique sur support papier, lorsque la date d'effet de la prestation additionnelle est différente de celle de la pension principale ou du soixantième anniversaire de l'intéressé ou, a fortiori, lorsque elle est identique.**

a) Demande conjointe à la demande de mise à la retraite

Aucune formalité particulière n'est exigée de la part des fonctionnaires dont la demande de mise à la retraite a été ou sera formulée durant la période transitoire :

- la demande de mise à la retraite (imprimé EPR 10 dans sa version actuelle) vaudra demande de liquidation de la prestation additionnelle ;
- la date d'effet de la prestation additionnelle coïncidera par défaut avec la date d'effet de la pension principale ou avec le 1^{er} jour du mois suivant le soixantième anniversaire, si la mise à la retraite prend effet avant cette date.

Bien entendu, ce dispositif concerne également les pensionnés de droits directs dont la date d'effet de la pension est égale ou postérieure au 1^{er} février 2005, soit un mois après le début des cotisations au régime additionnel.

b) Demande disjointe de la demande de mise à la retraite

Si le fonctionnaire souhaite fixer une autre date d'effet, il lui appartiendra **d'utiliser le formulaire de demande dématérialisée qui sera disponible sur le site internet de l'ERAFP d'ici la fin de l'année 2005.**

Les demandes disjointes doivent être différées jusqu'à cette échéance. Il n'y a lieu en aucun cas de faire souscrire une demande spécifique sur support papier.

Il est précisé que le retour sur une première option est possible jusqu'à la liquidation de la prestation additionnelle.

B – Demande de droit dérivé

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2004, la demande de réversion de la prestation additionnelle, formulée par le conjoint ou par un ex-conjoint, doit être effectuée en même temps que la demande de réversion de la pension principale.

Vis à vis des orphelins, cette demande peut être effectuée en même temps que la demande de pension d'ayant cause ou séparément (arrêté du 26 décembre 2004, article 8 alinéa 2). Néanmoins, le souci d'une bonne gestion invite à privilégier le principe d'une demande conjointe.

1) Demande conjointe à la demande de pension d'ayant cause

Aucune formalité particulière n'est exigée de la part des ayants cause ; **il n'y a donc lieu en aucun cas de faire souscrire une demande spécifique sur support papier.**

En effet, il est convenu que la demande de réversion ou de pension d'orphelin vaut également demande de liquidation de la prestation additionnelle d'ayant cause.

Les formulaires EPR 20 et EPR 30 ont été aménagés pour préciser cette nouvelle disposition. Ils seront disponibles prochainement sur le site internet du Service des Pensions (<http://www.pensions.minefi.gouv.fr>) et pourront être utilisés dès ce moment, sans attendre la réédition du support papier. Dans l'immédiat, la version actuelle de ces imprimés peut continuer à être utilisée.

Ce dispositif est d'application immédiate. Il concerne en particulier les ayants cause pouvant prétendre à une prestation additionnelle, mais dont la pension de réversion ou d'orphelin est en cours de liquidation ou a déjà été liquidée.

Dès à présent, et afin de faciliter le règlement futur des droits des intéressés, les services gestionnaires sont invités à mentionner dans le fichier d'interface utilisé pour la communication des éléments de liquidation (DEDP informatique) l'ensemble des unions dont ils ont connaissance, sans préjuger des droits de chaque conjoint en matière de réversion de la pension principale. En effet, les dispositions applicables au régime additionnel ne prévoient aucune condition d'antériorité ni de durée de mariage.

2) Demande disjointe de la demande de pension d'ayant cause

Ainsi qu'il a été dit, cette faculté n'est offerte qu'aux orphelins ; elle devrait être d'application limitée.

Les modalités pratiques de la demande seront précisées ultérieurement.

Dans l'immédiat, **il n'y a donc lieu en aucun cas de faire souscrire une demande spécifique sur support papier.**

III – Absence de pièce justificative particulière

En l'état des textes d'application de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée, aucune pièce justificative n'est prévue en complément de celles requises par les formulaires EPR 10, EPR 20 ou EPR 30.

En conséquence, **il n'y a lieu en aucun cas d'adresser directement des pièces justificatives à l'ERAFP.**

IV – Communication des informations relatives au RAFP

La communication au RAFP des informations relatives à la liquidation des droits sera effectuée par le Service des Pensions, sous forme dématérialisée.

Elle sera assurée de manière hebdomadaire à partir des informations de la concession (droits directs et droits dérivés), des données relatives aux conjoints ne pouvant prétendre à la réversion de la pension principale et des opérations de gestion faisant suite aux annulations, révisions ou suspensions des droits, notamment en cas de remariage ou de concubinage.

Une reprise du stock aura lieu le moment venu vis à vis des pensions concédées à partir du 1er février 2005.

V - Les demandes d'information d'usagers

Des indications complémentaires seront données sur ce point, ainsi que sur le traitement des recours gracieux ou contentieux, dès que les interlocuteurs auront été désignés par l'ERAFP.

Dans l'attente de cette désignation, vous êtes invité à surseoir à l'envoi de demandes d'information à l'ERAFP ou au Service des Pensions.

Le Chef du Service des Pensions

Jean-Louis ROUQUETTE